






Prévenir la corruption : quel rôle pour les citoyens?

Groupe de Travail MENA-OCDE sur la
Fonction Publique et l'Intégrité

 *Jeudi, 25 Novembre 2021*

 *11:00 - 13:00 (heure de Paris)*

 *Conférence virtuelle ([Zoom](#))*



MENA-OCED
Governance Programme
Training Centre



SNA



OECD



MENA - OECD
Governance Programme

Aperçu et objectifs de la réunion du Groupe de Travail MENA-OCDE

La crise du COVID-19 a exacerbé les défis auxquels sont confrontés les gouvernements et les autorités publiques dans la prestation efficace des services publics et dans la lutte contre la corruption.

Dans ce contexte, promouvoir le dialogue et la coopération avec les citoyens permet de s'assurer que les besoins réels des citoyens sont pris en compte. En effet, la participation des citoyens dans l'élaboration des politiques publiques affecte positivement la qualité des services publics, dans la mesure où les gouvernements peuvent ainsi plus facilement cibler les besoins réels des citoyens, et en particulier des groupes vulnérables, pour lesquels les services publics sont particulièrement cruciaux dans un contexte de crise. Ces efforts peuvent prendre la forme d'incitations directes pour que les citoyens aient leur mot à dire dans le processus d'élaboration des politiques, mais aussi de la mise en place de mécanismes formels pour intégrer leurs avis de façon continue dans la conception et l'adaptation de l'action publique.

Par ailleurs, l'implication des citoyens à tous les stades de l'élaboration des politiques publiques, de la conception initiale à l'évaluation en passant par la mise en œuvre, leur donne également les moyens d'effectuer un contrôle efficace sur les prestataires de services publics, et contribue au renforcement du respect des valeurs d'intégrité et de redevabilité dans l'action publique. Ces valeurs sont au cœur des efforts des gouvernements afin de restaurer la confiance, et contribuent à renforcer la conscience des citoyens de leur rôle primordial afin de prévenir la corruption.

Dans ce cadre, les acteurs de la société civile peuvent jouer un rôle clé dans la prévention et la lutte contre la corruption. Ils peuvent agir en tant que porte-parole des citoyens, en relayant leurs demandes ou rapports sur des faits de corruption présumés auprès des pouvoirs publics. En effectuant un suivi minutieux de l'action publique, les acteurs de la société civile poussent au renforcement de la transparence et peuvent évaluer la mise en œuvre et la qualité des politiques et des lois, tout en préconisant des changements qui améliorent leur efficacité et les mettent en conformité avec les bonnes pratiques existantes. Veiller à ce que les citoyens soient consultés et informés lors de l'élaboration des politiques est en effet un élément clé pour instaurer la confiance et encourager la société civile à participer aux futures décisions politiques, ce qui contribue à renforcer l'intégrité de l'action publique.

Cette session rassemblera de hauts responsables publics, des représentants d'institutions indépendantes et de la société civile des pays de la région MENA et de l'OCDE afin d'explorer les mesures, les programmes et les outils permettant d'améliorer la participation des citoyens à la prestation des services publics de façon à contribuer à la prévention de la corruption.

Cette session est co-organisée par le centre de formation du programme de gouvernance MENA-OCDE à Caserte.

Elle s'appuiera sur le dialogue entre le Programme MENA-OCDE sur la gouvernance et le Comité de la gouvernance publique de l'OCDE et s'appuiera sur la [Recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'intégrité publique](#) ainsi que sur la [Recommandation du Conseil de l'OCDE sur le gouvernement ouvert](#).

11:00 - 11:20 Mots d'ouverture

- **S.E. Ambassadeur Antonio Bernardini**, Représentant Permanent de l'Italie auprès de l'OCDE et co-président du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance
- **M. Ahmed Laamoumri**, Secrétaire Général du Ministère de la Transition Digitale et de la Réforme de l'Administration, Maroc, et co-président du Groupe de travail MENA-OCDE sur la Fonction Publique et l'Intégrité
- Espagne, co-président du Groupe de travail MENA-OCDE sur la Fonction Publique et l'Intégrité (tbc)
- **Mme Amira Tlili**, Analyste en politiques publiques et responsable de projets, Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance

Modérateur : **M. Phil Mason**, Expert sur l'intégrité de la fonction publique et la lutte anti-corruption

11:20 - 11:30 Intervention inaugurale

Pr. Paola Severino, Présidente de l'École Nationale d'Administration d'Italie

11:30 – 12:45 Participation des citoyens: améliorer l'efficacité et la redevabilité des services publics

Cette session vise à partager les expériences des pays de la région MENA et de l'OCDE dans la mise en place de mécanismes par lesquels les citoyens peuvent demander des comptes à leurs gouvernements, et ainsi réduire les risques de corruption et améliorer la qualité des services publics.

Principaux intervenants de pays de la région MENA et de l'OCDE

Discussion ouverte

12:45 Mots de clôture

Le Groupe de Travail MENA-OCDE sur la Fonction Publique et l'Intégrité

Le Groupe de Travail sur la Fonction Publique et l'Intégrité du Programme MENA-OCDE pour la gouvernance rassemble des praticiens des pays de la région MENA et de l'OCDE qui s'engagent à promouvoir l'intégrité et à prévenir la corruption. Il s'agit du réseau principal de promotion d'un dialogue régional afin d'échanger les meilleures pratiques dans le domaine de la réforme de la fonction publique pour promouvoir l'intégrité, ainsi que des politiques publiques et institutions innovantes dans la lutte contre la corruption. Le groupe de travail coopère avec ACINET (Réseau arabe de lutte anticorruption et d'intégrité). S'appuyant sur plus de quinze ans d'expérience et aligné sur les Objectifs de développement durable, le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance a reçu en 2021 un nouveau mandat pour tirer parti de la puissance des réseaux régionaux et fournir une assistance à la mise en œuvre afin de soutenir la mise en place de cadres d'intégrité solides et de contribuer à la lutte contre la corruption.

www.oecd.org/mena/governance/mena-oecd-working-group-on-civil-service-and-integrity.htm

Le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance

Le programme MENA-OCDE pour la Gouvernance est un partenariat stratégique entre les pays de la région MENA et de l'OCDE pour partager les connaissances et l'expertise, en vue de diffuser les normes et principes de bonne gouvernance qui soutiennent le processus de réforme en cours dans la région MENA. Le Programme renforce la collaboration avec les initiatives multilatérales les plus pertinentes actuellement en cours dans la région. En particulier, le Programme soutient la mise en œuvre du Partenariat de Deauville du G7 et aide les gouvernements à remplir les critères d'éligibilité pour devenir membre de du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert. Grâce à ces initiatives, le programme agit en tant que principal défenseur des réformes de la gouvernance publique en cours dans la région MENA. Le programme fournit une structure durable pour le dialogue politique régional ainsi que pour des projets spécifiques à chaque pays. Ces projets correspondent à l'engagement des gouvernements de la région MENA à mettre en œuvre des réformes du secteur public en vue de débloquer le développement social et économique et de répondre aux attentes croissantes des citoyens en termes de services de qualité, de prise de décision inclusive et de transparence.

www.oecd.org/mena/governance/

Le Centre de Formation du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance – Caserte (Italie)

Le Centre de formation du programme MENA-OCDE pour la Gouvernance a été créé en 2012 par l'OCDE et l'École nationale d'administration italienne (SNA), pour soutenir les administrations publiques des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord et promouvoir des initiatives de renforcement des capacités afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacite du secteur public et de favoriser la bonne gouvernance. Le Centre est accueilli par la SNA dans le cadre prestigieux de son centre de formation au Palais Royal de Caserte. Il fait partie du programme de gouvernance MENA-OCDE qui encourage les réformes du secteur public et renforce la coopération internationale, en soutenant le dialogue entre les administrations publiques pour promouvoir une croissance économique durable dans la région MENA. Le centre de formation fait également partie du plan d'action sur la gouvernance ouverte et la lutte contre la corruption du partenariat de Deauville pour les pays arabes en transition (pilier de la gouvernance).

www.menaoced-trainingcentre-sna.org/fr

L'OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est un organisme international qui promeut des politiques visant à améliorer le bien-être économique et social des populations du monde entier. Elle est composée de 38 pays membres, d'un secrétariat à Paris et d'un comité, composé d'experts issus du gouvernement et d'autres domaines, pour chaque domaine de travail couvert par l'Organisation. L'OCDE offre un forum dans lequel les gouvernements peuvent travailler ensemble pour partager leurs expériences et chercher des solutions à des problèmes communs. Nous collaborons avec les gouvernements pour comprendre les moteurs du changement économique, social et environnemental. Nous mesurons la productivité et les flux mondiaux d'échanges et d'investissements.

www.oecd.org



CONTACT

Amira TLILI | Amira.Tlili@oecd.org

Sarah HERMANUTZ | Sarah.Hermanutz@oecd.org

Suivez-nous sur Twitter

@OECDgov #MENAOCED



MENA-OECD
Governance Programme
Training Centre



SNA



OECD



MENA - OECD
Governance Programme